

1. La fiscalité et les charges sociales

1 Les charges sociales

Tandis que l'employé paie la part salarié, l'entreprise ou la société qui l'emploie doit payer la part employeur des charges sociales.

Taux de cotisations régime général			
Principales charges	Taux global %	Part employeur %	Part salarié %
Vieillesse	14,75	8,20	6,55
Chômage	8,86	5,26	3,60
Maladie, maternité, décès, invalidité	13,55	12,80	0,75
Veuve	0,10	—	0,10
Retraite complémentaire	7,50	4,50	3,00
Allocations familiales	5,40	5,40	—
Accidents du travail	variable	variable	—
Prise en charge partielle ou totale du transport	variable	variable	—
CRDS	2,90	—	2,90
CSG	5,10	—	5,10

D'après *Le guide de toutes les formalités*, Éditions Prat, p. 35

2 Les principaux impôts et taxes

- **L'impôt sur les sociétés (IS)** : il concerne les sociétés de capitaux (SA, SARL...). Il est direct et proportionnel (impôts sur les bénéfices). Il est calculé sur les bénéfices déclarés.

- **L'impôt sur le revenu (IR)** : il concerne les personnes physiques, les entrepreneurs individuels et les sociétés de personnes (EURL, SNC...). L'entrepreneur individuel paie l'IR au titre des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou non commerciaux (BNC). Chaque associé d'une société de personnes paie la part d'impôt correspondant à sa part de bénéfices.

- **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** : c'est un impôt indirect proportionnel à la dépense. Le taux d'imposition applicable est fonction du bien ou du service acheté. La TVA taxe les biens et les services consommés par les ménages. Le taux de TVA en vigueur et le montant à payer doivent figurer sur la facture délivrée par le commerçant ou l'artisan. Le barème normal est de 19,6 % (5,5 % pour les produits alimentaires, les livres et les appareillages pour handicapés). La TVA est reversée au fisc par l'entreprise, le commerçant ou l'artisan après avoir été collectée auprès du client.

- **La taxe professionnelle** : c'est un impôt local contribuant au financement des charges des collectivités locales. Elle est fonction de la valeur locative des biens utilisés pour les besoins de l'activité professionnelle. Les taux applicables sont définis par les collectivités locales concernées.

- **La taxe foncière** : c'est également un impôt local dont le taux est fixé par les collectivités locales. Elle

est établie annuellement sur les propriétés situées en France, à l'exception de celles qui en sont expressément exonérées.

- **La taxe d'apprentissage** : elle a pour but de faire participer les employeurs au financement des premiers niveaux de formations technologiques et professionnelles. Elle est due par les entrepreneurs et les sociétés soumises au régime fiscal des sociétés. Elle est versée au Trésor public ou directement à des organismes de formation.

! INFOS

- Le **fisc** est l'ensemble des administrations chargées de déterminer, de contrôler et de percevoir les impôts.

- Le **contribuable** est le citoyen qui paie des impôts directs et indirects.

- Les **impôts indirects** sont en général des taxes sur l'essence, le tabac, les productions réglementées, etc.

- Les **impôts locaux** sont les impôts dus aux collectivités locales et notamment aux communes (taxe professionnelle et taxe foncière pour les entreprises, taxe foncière et taxe d'habitation pour les particuliers).

- La **CSG** (contribution sociale généralisée) et la **CRDS** (contribution au remboursement de la dette sociale) sont des impôts qui touchent l'ensemble des revenus. Elles contribuent au financement des indemnités de chômage et à combler le « trou » de la Sécurité sociale. Une partie de la CSG est déductible du revenu imposable.